



À : Négociateurs de la Chine à la conférence des Nations unies sur le changement climatique
 Objet : Briefing sur les objectifs des négociations.

Objectifs

La Chine cherche à négocier un accord pour réduire les émissions de gaz à effet de serre (GES) pour limiter les risques du changement climatique. Mais nous cherchons aussi le meilleur compromis pour notre économie et les intérêts vitaux de notre nation. En 2015, à la conférence de l'ONU sur le climat à Paris, les États se sont mis d'accord pour contenir l'élévation de la température moyenne de la planète nettement en dessous de 2°C par rapport aux niveaux préindustriels et de poursuivre l'action menée pour limiter l'élévation de la température à 1,5°C (article 2). Nous devons décider :

1. **Des actions éventuelles pour réduire nos émissions de GES.** Sans mesures concrètes, les émissions de la Chine augmenteront considérablement d'ici 2100. Nous pouvons donc décider, ou pas, quand nos émissions cesseront de croître, quand elles commenceront à diminuer et à quel taux annuel. (cf. verso pour des données supplémentaires)
2. **Si nous prenons des mesures pour réduire la déforestation et/ou accroître le boisement (afforestation).**
3. **Quel montant nous voulons donner aux, ou recevoir des, fonds internationaux pour le climat.** Ces fonds sont destinés à fournir au moins 100 milliards de dollars par an d'aide aux pays en développement pour permettre les politiques d'atténuation des émissions et d'adaptation au changement climatique.

Contexte

Le consensus scientifique est clair. Plus de 97% des scientifiques du climat s'accordent à dire que le changement climatique est une réalité en cours, qu'il est causé par l'utilisation des énergies fossiles et que ses conséquences pourraient être désastreuses. La Chine est vulnérable au changement climatique. Les ressources en eau, nourriture et le système énergétique sont déjà sous tension et les pressions, dues à l'élévation du niveau de la mer, aux sécheresses, canicules et pénuries d'eau vont augmenter dans le futur.

Opinion publique

Notre peuple, comme tous les peuples, veut vivre dans un environnement sain, mais veut aussi augmenter son niveau de vie : avec un environnement sain, nous entendons aussi les emplois, le logement, l'alimentation, le système de santé, la mobilité et la sécurité nationale. Un grand nombre de nos citoyens admettent que le changement climatique est réel, cependant, ils sont beaucoup moins à soutenir des accords pour en résoudre les risques associés.

Opportunités

En plus de ralentir le changement climatique, trouver un accord en vue de limiter les émissions de GES réduira également la pollution atmosphérique ; en effet celle-ci affecte la santé de notre population et, dans certains cas, crée de l'instabilité politique. Notre économie connaît une forte croissance et nous sommes en train d'émerger en tant que superpuissance, ce qui peut nous donner des opportunités commerciales liées à la transition énergétique et nous permettre de nous affranchir des énergies fossiles.

Action nationale

Avant tout, nous devons défendre notre droit à nous développer. Néanmoins, nous reconnaissons que notre dépendance aux énergies fossiles, au charbon en particulier, a un impact très négatif sur la santé de notre population. Nous nous sommes engagés à atteindre le pic de nos émissions de CO₂ avant 2030 et nous avons déclaré que notre objectif était de parvenir à la neutralité carbone (zéro émission nette) d'ici 2060. Respecter ces objectifs, requiert de plus que doubler notre production d'électricité d'ici 2060 en développant les sources d'énergies renouvelables et décarbonées.

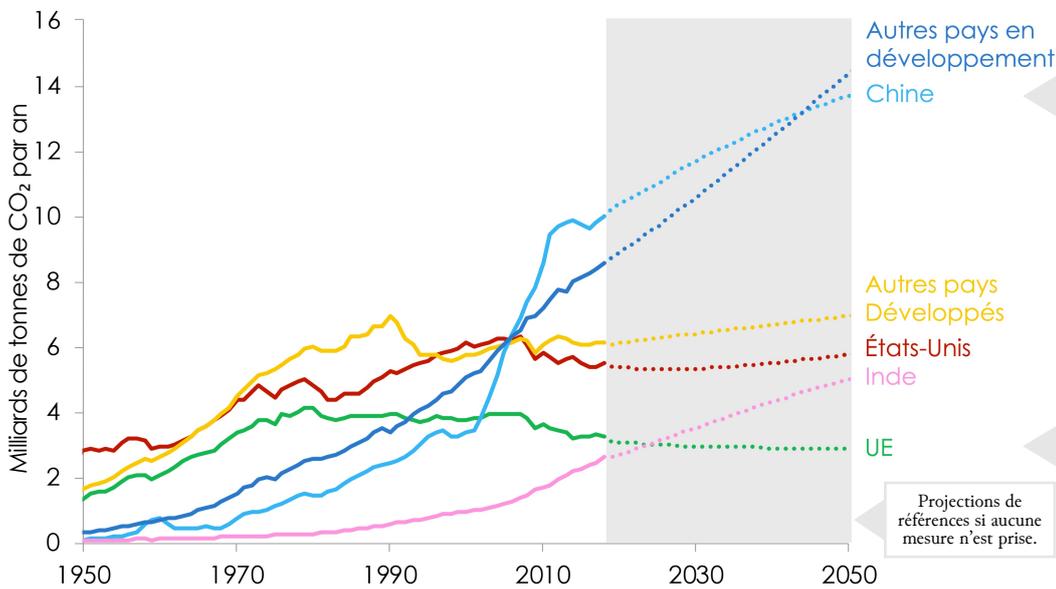
Forêts et utilisation des sols

Nous avons aussi des opportunités de réduire les émissions de GES liées à la déforestation et à la dégradation des sols. Les principales forêts tropicales qui subsistent, se situent dans les pays en développement, malheureusement la déforestation y est substantielle. Les programmes de protection des forêts peuvent réduire les émissions.

Contexte international

- Les pays développés ont initié la crise climatique et doivent en prendre la responsabilité. Ces pays ont construit leurs économies grâce aux énergies fossiles. Ainsi aujourd'hui, alors que nous sortons une partie de notre population de la pauvreté et que nous produisons la plus grande partie de leurs produits de consommation, nous ne pouvons supporter une part injuste des réductions. Nos émissions par personne représentent seulement 40% de celles des États-Unis. Notre niveau de vie moyen, bien qu'en nette progression, est toujours bien plus bas que celui des États-Unis, de l'Union européenne, du Japon et des autres pays développés.
- Du fait de notre statut de seconde puissance économique mondiale, la Chine peut subir des pressions pour que nous contribuions aux fonds internationaux pour le climat. Tout financement de notre part requiert des engagements significatifs de la part des États-Unis, de l'UE et des autres pays développés.
- Les pays développés ressentent et craignent le rapide développement économique que nous connaissons finalement aujourd'hui. Ils pensent pouvoir utiliser un accord sur le changement climatique pour ralentir notre croissance, limiter les marchés pour nos produits, fragiliser notre diplomatie et réduire notre influence militaire dans le monde. Alors que les États-Unis ont annoncé un objectif de réduction des émissions en 2025, de seulement 26-28% par rapport à 2005, plusieurs années d'inaction de l'administration Trump ont rendu cet engagement difficile à atteindre.

Émissions de CO₂ issues des combustibles fossiles

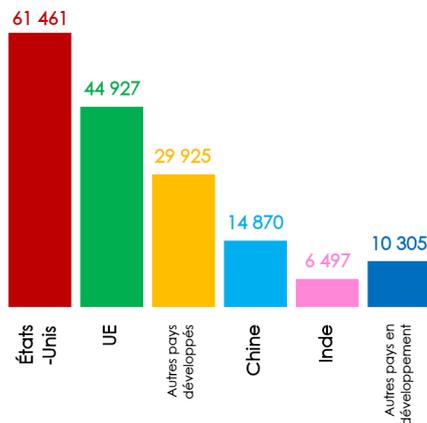


La **Chine** est le plus grand émetteur de CO₂ au monde. Sans mesures concrètes, les émissions des **pays en développement** devraient doubler d'ici 2100.

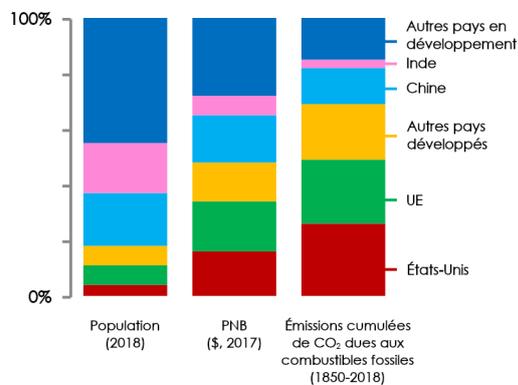
Pour réduire sa dépendance au pétrole, la Suède a su réduire ses émissions de CO₂ de 4,5% par an entre 1976 et 1986. La France et la Belgique ont connu, elles aussi, des réductions similaires pendant la même période. Sinon, les réductions d'émissions les plus significatives ont été historiquement dues à des crises politiques ou économiques. Plus récemment, le Royaume-Uni a réduit ses émissions de 3,5%/an en moyenne entre 2007 et 2017.

PNB par personne

(à parité du pouvoir d'achat en US Dollars, 2017)

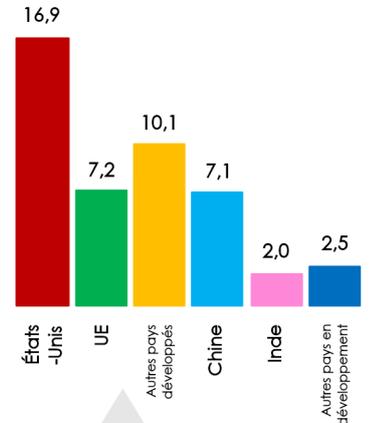


Population, richesse et émissions cumulées



Émissions par personne

(tonnes de CO₂ par an, 2018)



Alors que jusqu'à présent, la part des émissions cumulées des pays développés (**États-Unis**, **UE** et les **autres pays développés**) est de loin la plus importante ; la croissance de la population, du PNB par personne et des émissions dans les pays en développement (**Chine**, **Inde** et **autres pays en développement**) dépassent de beaucoup celles des pays développés. Si aucune action n'est entreprise, les émissions cumulées de tous les pays développés ne devraient plus représenter que 42% du total en 2100.

Depuis 1980, les émissions de CO₂ par personne ont augmenté de façon spectaculaire en **Chine** et en **Inde** (respectivement de 360% et 360%) mais ont diminué aux **États-Unis** et dans l'**UE** (respectivement de 20% et 28%).